

Unité interdépartementale Vaucluse Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 16 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE SAS**

84 Chemin de Reydet

BP 31

84 801 L'Isle-sur-la-Sorgue

Références : D-0706-2023  
Code AIOT : 0 006 401 635

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE SAS implanté Le Roussan 84 570 Mormoiron. L'inspection a été annoncée le 15/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE SAS
- Le Roussan 84 570 Mormoiron
- Code AIOT : 0 006 401 635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Beaufour Ipsen Industrie est autorisée, par l'arrêté préfectoral n° 32 du 20 mars 2000 modifié, à exploiter pour une durée de 30 ans, la carrière implantée au lieu-dit « Le Roussan » sur le territoire de la commune de Mormoiron. Un arrêté préfectoral complémentaire daté du 13 février 2004 a autorisé le changement d'exploitant du site, la société Beaufour Ipsen Industries se substituant à la société Expansia.

Le matériau extrait était de l'argile verte à attapulgite, destinée à la fabrication de certains produits pharmaceutiques de la société Beaufour Ipsen Industries, avec une production annuelle maximale autorisée de 2000 tonnes. L'ensemble des parcelles du terrain d'assiette de la carrière appartiennent à la société IPSEN.

La société Beaufour Ipsen Industries a transmis le 20/05/2022 un dossier de cessation d'activité pour cette carrière. Ce dossier a été complété le 11 juillet 2022. Par courrier préfectoral du 11 avril 2023, madame la Préfète de Vaucluse a pris acte des opérations de remise en état décrites dans le dossier précité.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- remise en état
- mise en sécurité du site
- usage futur du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative »

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite-s qui avai(ent) été donnée-s	Autre information
1	remise en état	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1 et article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/03/2000	/	Sans objet
2	usage futur du site	Code de l'environnement du 19/08/2011, article R.512-39-2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux réalisés, dans le cadre de la cessation d'activité des installations situées sur tout ou partie des parcelles cadastrées n°62 à 66, 68, 69, 71, 90, 92 et 313 de la section AX situées sur la commune de Mormoiron, se révèlent conformes aux prescriptions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, ainsi qu'à celles de l'arrêté préfectoral 20/03/2000 et au contenu du dossier de cessation du 20/05/2022, complété le 11 juillet 2022.

La visite du site du 3 octobre 2023 a permis de confirmer les éléments fournis dans les dossiers pour ce qui concerne la remise en état.

En conséquence, il peut désormais être considéré que l'exploitant a satisfait à ses obligations, au regard des dispositions prévues par la réglementation relative aux installations classées.

Par ailleurs, l'inspection rappelle, qu'en vertu des dispositions de l'article R. 512-39-4 du code de l'environnement :

- Madame la Préfète peut imposer à l'exploitant les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, à tout moment, même après la remise en état ;
- en cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage, sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1 et article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/03/2000
<b>Thème-s :</b> Autre, remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>article R.512-39-1 Code de l'environnement du 12/07/2011</u> I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.  III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.  <u>article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/03/2000 :</u> « En fin d'exploitation tous les produits polluants et déchets doivent être éliminés et valorisés dans des installations dûment autorisées.  La remise en état du site doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.  La remise en état doit comporter au minimum les opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la mise en sécurité des talus de liquidation,</li><li>• le nettoyage de l'ensemble des terrains et d'une manière générale la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état,</li><li>• l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site. »</li></ul>

## Constats :

L'exploitant a produit un mémoire le 20 mai 2022, complété le 11 juillet 2022, présentant les conditions de mise en sécurité et de remise en état de son exploitation. Ce mémoire précise que :

- concernant **la mise en sécurité**, le site ne comporte actuellement plus aucun matériel, engin ou déchets propres à l'activité d'extraction ;
- concernant **la remise en état** :
  - les opérations conduiront à un usage futur en tant que zone naturelle ;
  - l'ensemble des clôtures périphériques et le portail d'entrée seront démontés et évacués du site ;
  - l'éperon rocheux, fracturé et instable, sera purgé à l'aide d'une pelle ;
  - une partie du site a déjà été nivelée et les pentes harmonisées en 2020, avec une reprise spontanée de la végétation. Le reprofilage des autres terrains sera réalisé avec les matériaux présents sur site (aucun apport extérieur ne sera effectué), de façon à diriger les eaux de ruissellement vers l'exutoire actuel au point bas de la carrière ;
  - la zone remise en état sera regalée d'une couche de terres de découverte, présente en partie nord du talus à proximité de l'éperon rocheux. Elle sera tassée et scarifiée perpendiculairement à l'axe d'écoulement des eaux pluviales ;
  - à l'issue des opérations de reprofilage, la pente générale des terrains sera douce, la côte moyenne sera de l'ordre de 232 m NGF en partie supérieure et la côte minimale au niveau de l'exutoire sera de l'ordre de 229 m NGF ;
  - un merlon complémentaire sera réalisé, dans le prolongement du merlon actuel le long du chemin communal, afin d'empêcher l'accès au site aux véhicules ;
  - à la demande de la mairie, la société IPSEN curera le fossé bordant le chemin communal permettant d'accéder au site, sur un linéaire d'environ 90 mètres, afin de favoriser l'évacuation des eaux pluviales et de limiter les dégradations du chemin en cas de fortes pluies.

Par ailleurs, le dossier comporte un plan présentant l'état définitif du site à l'issue de ces opérations, ainsi que la délibération du conseil municipal de la commune de Mormoiron n°2022\_035 du 8 juillet 2022, qui se prononce favorablement sur le dossier de remise en état présenté.

Lors de cette visite du 03/10/2023, l'inspecteur a constaté que la cessation d'activité était bien effective. En outre, l'inspecteur de l'environnement a relevé que :

- le site ne comporte plus aucun matériel, engin ou déchets propres à l'activité d'extraction ;
- l'ensemble des clôtures périphériques et le portail d'entrée ont été démontés et évacués du site ;
- l'éperon rocheux a été purgé ;
- le reprofilage des terrains a été réalisé avec les matériaux présents sur site, avec une pente générale des terrains douce ;
- un merlon complémentaire a été réalisé, dans le prolongement du merlon actuel le long du chemin communal, afin d'empêcher l'accès au site aux véhicules ;
- le curage du fossé bordant le chemin communal permettant d'accéder au site a été effectué, afin de favoriser l'évacuation des eaux pluviales et de limiter les dégradations du chemin en cas de fortes pluies.

Ces constats ne sont valables que pour les parties visibles et sous réserve de nuisances ou désordres ultérieurs qui pourraient provenir des parties visibles. Les photographies prises le jour de l'inspection sont jointes en annexe au présent rapport.

Par ailleurs, l'exploitant a également communiqué par courriel du 30/10/2023 :

- le plan topographique (plan dressé le 27/10/2023) du site après la réalisation des opérations de remise en état. ;
- la facture du 13/09/2023 référencée N° FAC-2023-0066 de l'entreprise ayant effectué les divers travaux de remise en état (suppression de la totalité des clôtures et des portails, nivellement des matériaux in situ afin vers le point bas de la carrière afin de diriger les eaux de pluie vers le canyon, purge de l'éperon rocheux, curage du fossé extérieur de la carrière le long du chemin, remise en état du chemin de la carrière,...).

Dès lors l'inspection des installations classées considère que l'exploitant a satisfait aux obligations réglementaires formulées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : usage futur du site

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/08/2011, article R.512-39-2

**Thème-s :** Autre, usage futur du site

### **Prescription contrôlée :**

I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable. En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

### **Constats :**

Les principes de remise en état définis dans l'étude d'impact jointe au dossier de demande d'autorisation de 1999 et le dossier de cessation du 20/05/2022, complété le 11 juillet 2022, prévoient une remise en état du site en tant que zone à usage naturel.

Lors de la visite du 03/10/2023, l'inspecteur a constaté le retour à un usage naturel des terrains. On notera l'absence de réalisation de plantations au profit d'une reprise spontanée de la végétation, d'ores et déjà constatée sur certaines parties de la carrière. Cette démarche a été réalisée en concertation avec la commune, qui s'est prononcée favorablement sur le dossier de cessation par délibération du conseil municipal du 8 juillet 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet